

Paris, le 11 septembre 2018

Loi Agriculture et Alimentation : faudra-t-il la dénoncer ?

A la veille du vote à l'Assemblée Nationale de la loi Agriculture et Alimentation qui fait suite aux Etats Généraux de l'Alimentation (EGA), Jeunes Agriculteurs (JA) alerte une dernière fois les députés sur un point fondamental du dispositif qui doit permettre un revenu décent aux agriculteurs : les indicateurs de coûts de production.

Très solidaires des conclusions des EGA, nous rappelons que le nouveau paradigme de construction du prix en « marche avant » n'est possible qu'en disposant d'indicateurs de coûts de production neutres, fiables et incontestables. Les interprofessions restent pour nous le meilleur outil pour diffuser ces indicateurs. Cependant, cette mission ne pouvant leur être imposée, nous devons prévoir qu'en cas de défaut, ce soit l'Observatoire de la Formation des Prix et des Marges, qui intervienne.

Il nous est reproché de remettre en cause l'économie de marché, argument qui n'est pas valable ! Il existe une marge entre le garde-fou que nous proposons et l'économie administrée. Car on ne parle que de fixer un indicateur, c'est-à-dire un outil de constat des coûts de production, librement adaptable par les parties prenantes au contrat. On est donc très loin d'un prix minimum.

L'évidence est telle que tous les syndicats agricoles ont porté la même demande. Lors d'une réunion à l'Élysée le 20 juillet, le Président de la République a demandé qu'un compromis soit trouvé. Cette volonté n'a pourtant pas été suivie d'effet : malgré les nombreuses réunions avec l'administration, nos propositions se sont heurtées à des blocages politiques dogmatiques. Aurions-nous mal compris ? Non, car aujourd'hui, nous savons qu'il n'a en fait jamais été question de compromis.

Pour Jérémie Decerle, président de Jeunes Agriculteurs : « *Si les négociations commerciales échouent, le Gouvernement nous dira que les interprofessions n'avaient qu'à mieux travailler. Tout le monde sera perdant car la loi aura perdu de sa pertinence. Le gouvernement n'aura pas réussi à inverser la spirale déflationniste dénoncée par le Président de la République lui-même, et les producteurs continueront à subir. Parce que les distributeurs et les industriels, garderont le pouvoir, ce sera back to business. C'est le chemin absurde que nous prenons.* »

Nous appelons les députés à ne pas suivre l'avis du gouvernement sur ce point et à privilégier le bon sens, comme ils l'avaient fait en première lecture. Sinon, nous serons obligés de dénoncer cette loi.

Contact Presse

Thomas DEBRIX | 01.42.65.86.16 | 06.68.66.15.83 | tdebrix@jeunes-agriculteurs.fr

Fondé en 1957, [Jeunes Agriculteurs](http://jeunes-agriculteurs.fr) est le seul syndicat professionnel composé exclusivement de jeunes âgés de moins de 35 ans. Apolitique et indépendant, le syndicat représente 50 000 agriculteurs issus de toutes les productions. Répartis en 14 structures régionales et 95 structures départementales, Jeunes Agriculteurs a pour objectifs de défendre les intérêts des jeunes agriculteurs et de favoriser l'accès au métier d'agriculteur pour assurer le renouvellement des générations en agriculture.